



Co-formation
des acteurs

Conseils Citoyens

de
l'agglomération nantaise

Égalité
des droits
et des Territoires

Ce programme de formation est un outil d'accompagnement des habitants et des associations des quartiers dans la mise en œuvre des conseils citoyens. Il a pour objectif de leur permettre de se positionner comme des acteurs ressources et de réels partenaires, des institutions en charge de la politique de la ville.

Contexte & problématique

La politique de la ville, une politique efficace si participative

Dès les origines, la participation des habitants était inscrite au cœur de la politique de la ville. Le rapport Dubedout préconisait ainsi dès 1983 « rien ne se fera sans la participation active des habitants ».

30 ans plus tard, on parle de « rendez-vous manqué de la politique de la ville. Le rapport ONZUS¹, paru fin 2013 relève que les difficultés connues dans les quartiers prioritaires sont toujours aussi fortes :

- À niveau de qualification égale, le taux de chômage est deux fois plus élevé en ZUS qu'ailleurs.
- 36% des habitants des ZUS vivent en-dessous du seuil de pauvreté soit un taux trois fois plus élevé que dans les autres territoires et c'est un enfant sur 2 qui vit dans une famille pauvre.
- 11,6% des jeunes de ZUS ne sont ni en emploi ni en formation, taux qui atteint 16% pour les jeunes diplômés.

En parallèle, on constate que malgré quelques expérimentations participatives, les habitants ne sont pas devenus les acteurs du changement et que la politique de la ville a continué d'être conduite et décidée « par le haut » c'est-à-dire les institutionnels.

La question de la participation se pose à la fois comme un enjeu politique de citoyenneté et de modernisation de l'action publique.

Le rapport Bacqué-Mechmache « **Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera pas sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires²** » propose une vraie « politique d'empowerment à la française » pour relever le défi de la participation politique des habitants à une période marquée par la défiance et la désaffiliation politique.

Afin de se donner un maximum de moyens d'actions, les auteurs du rapport ont également participé à l'émergence d'une Coordination citoyenne « Pas sans nous » pour défendre la place des quartiers populaires et de leurs habitants dans les politiques publiques.

En tant que centre de ressources et acteur impliqué depuis de longues années dans le développement d'un « mieux vivre ensemble », nous sommes conscients que la politique de la ville est un instrument indispensable pour faire évoluer l'égalité entre les citoyens et les territoires et pour lutter contre les discriminations, stéréotypes et stigmatisations. Nous sommes cependant également convaincus que pour être efficace une telle politique se doit d'être pensée, nourrie et partagée avec les habitants et un maximum d'acteurs des territoires concernés.

La co-formation des acteurs des conseils citoyens : une nécessité pour un vrai dialogue avec les institutions

La Loi pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 affirme, dès son article 1er, le principe de la participation des habitants dans la politique de la ville. Elle dispose que ce principe sera notamment assuré par l'émergence de conseils citoyens et « une démarche de co-construction avec les habitants, les associations et les acteurs économiques ». Ces conseils, obligatoires dans chaque quartier prioritaire seront composés pour moitié d'habitants du quartier tirés au sort et pour moitié de représentants associatifs et d'acteurs locaux.

« La discrimination, la pauvreté et l'exploitation qui touchent particulièrement durement les personnes appartenant aux groupes défavorisés et marginalisés sont des barrières structurelles qui empêchent le dialogue. » remarquait en 2008 le Conseil de l'Europe dans son « Livre blanc sur le dialogue interculturel ».

Susciter la participation et promouvoir le dialogue ne vont donc pas de soi. Plusieurs conditions doivent être réunies si l'on souhaite développer une vraie relation partenariale et un réel dialogue entre d'un côté, les habitants et les associations des quartiers populaires et de l'autre, les acteurs institutionnels :

- Une reconnaissance et un respect mutuel.
- Des connaissances partagées et un langage commun.

Le CID-Origine³ Nantes propose un cycle de co-formation à destination des membres des conseils citoyens. Celui-ci a pour objectif d'actualiser leurs connaissances en matière de politique de la ville et de les former aux principes de dialogue et de collaboration afin qu'ils puissent prendre toute la mesure de leur rôle dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des contrats de ville.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la co-formation, nous avons décidé de travailler en inter conseils citoyens.

¹ Observatoire national des Zones Urbaines Sensibles <http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapportonzus2013.pdf>

² Marie-Hélène BACQUE et Mohammed MECHMACHE ont été missionnés en janvier 2013 par François LAMY, ministre délégué à la ville, pour faire des propositions sur la participation citoyenne dans la (nouvelle) politique de la ville. Ils ont remis le rapport au ministre le 8 juillet 2013. http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport-participation-habitants_ok.pdf

1 Actualisation des connaissances en matière de politique de la ville

La nouvelle politique de la ville, un retour aux fondamentaux ?

- a - Histoire de la politique de la ville
- b - Les fondements de la politique de la ville
- c - Les nouveaux contrats de ville

La participation des habitants, élément incontournable des nouveaux contrats

- d - Histoire de la concertation dans le cadre de la politique de la ville
- e - Cadre réglementaire de la mise en place des conseils citoyens

Objectifs :

Développer les connaissances des participants sur le contenu de la politique ville ; comprendre la réforme et l'enjeu d'une participation active des habitants.

Intervenant(s) pressenti(s) :

Mathias Cadot, Anne Bigot ou d'autres intervenants de Résoville.

Sud : 26/09/16 Nord : 10/10/16 Ouest : 17/10/16

Temps : 3h

Les acteurs de la politique de la ville

- Le comité de pilotage de la politique de la ville : présentation des différents acteurs et de leurs missions

- Présentation des autres acteurs institutionnels en charge de politiques connexes ou complémentaires à la politique de la ville (lutte contre les discriminations...) : missions, objectifs...

Objectifs :

Identifier les différents acteurs et politiques mises en œuvre dans le cadre de la politique de la ville ; développer l'inter-connaissance.

Intervenant(s) pressenti(s) :

Le délégué du préfet, des acteurs institutionnels, chargé(s) de mission politique de la ville, Aïcha Boutaleb CID

Sud : 27/09/16 Nord : 11/10/16 Ouest : 18/10/16

Temps : 3h

2 Reconnaissance du partenaire institutionnel et développement du pouvoir d'agir

L'approche interculturelle : comprendre ses représentations et s'ouvrir à l'Autre

- Présentation de l'approche inter-culturelle, connaissance de soi / connaissance de l'Autre.
- Identification des représentations des participants sur les institutions et leurs représentants.
- Partage d'expériences et analyse de situations de conflit ou d'incompréhension vécues par les participants avec les institutionnels.

Objectifs :

Découvrir ses propres ancrages socio-culturels, comprendre ses représentations et celles d'autrui, se décentrer, créer un espace de dialogue et de négociation

Intervenant(s) pressenti(s) :

Fatima Ouachour, chercheuse associée du CID et un intervenant du CID

Sud : 28/09/16 Nord : 11/10/16 Ouest : 19/10/16

Temps : 3h

Kit d'animation
Palabres Citoyens
par Aïcha Tarek



Cet outil est modulable et peut être utilisé pour tous les débats afin de favoriser la liberté d'expression sur les différentes thématiques du contrat de ville.

3 La participation des habitants : développer des outils de mobilisation

I - Présentation d'expériences de mobilisation et de productions de savoirs sur d'autres territoires

Temps 1 :

Récolter les représentations des habitants sur le conseil citoyen / définir pour eux ce que c'est et ce qu'ils souhaitent faire au sein du conseil : participation et engagement / leur motivation et le sens possible dans cet engagement / imaginer la vi(ll)e de demain et les projets possibles à mettre dans leur quartier au travers d'une construction de maquette.

II - Discussion et réflexion autour de la conscientisation et de l'action collective

Temps 2 :

les freins et les leviers dans l'organisation du collectif / comment passer de l'idée (reprenre la maquette réalisée) à l'action concrète. Présentation de différentes expériences sur d'autres territoires. Motivation et sens dans son action / quelle suite maintenant ?

■ Démarche pédagogique : active et créative.

C'est à dire que les participants sont acteurs de leur découverte au travers d'actions pédagogiques qui les mettent en mouvement. Le travail de coopération est aussi un point phare pour expérimenter les limites et les leviers à travailler en coopération.

■ Intervenants :

Samuel Poirier, Atelier des initiatives, Pauline Kimmel Cré'Alters

Sud : 10 et 11/10/16 Nord : 24 et 25/10/16 Ouest : 7 et 8/11/16

Temps : 3h

4 Communication bienveillante

La Communication Bienveillante est identifiée comme un art de vivre dans de nombreux pays. C'est un langage élaboré par Marshall B. Rosenberg initié dans les années 1960/1970. Cette nouvelle forme de langage vise à favoriser la qualité de nos échanges et de nos vies. Le terme « non violent » est une référence au mouvement de Gandhi. Il englobe le fait de communiquer avec l'autre sans lui nuire.

■ Intervenante :

Développer sa capacité à l'écoute et à communiquer au quotidien / S'initier à un langage bienveillant / Apprendre l'empathie et l'auto-empathie

■ Intervenante :

Aïcha Tarek , directrice de l'association Regart's

Sud : 04/10/16 Nord : 18/10/16 Ouest : 25/10/16

Temps : 3h

5 Générer le dialogue entre les différents acteurs concernés par le Contrat de Ville et faciliter les compréhensions mutuelles.

« Le média de proximité se différencie d'un média de l'information. Bien que les deux puissent se croiser dans leur champ de production, leurs fondements de départ ne sont pas identiques. Le média de proximité ne se préoccupe pas de l'information, il soulève une problématique et met en jeu les voix des différents acteurs pris dans cette problématique. Ses missions principales sont la mobilisation de ces voix, le respect de la parole et une certaine prévention quant aux formes de pouvoir qui se cachent derrière certaines voix. Le média de l'information apporte une vérité et un enseignement fini. Sa fonction est tout autre, alors que le média de proximité est lié à la dynamique de processus de construction, le média de l'information a pour objectif son rendu final. »

- 1 - Présentation du travail réalisé auprès des acteurs de la Politique de la ville.
. Etude du contrat de ville
- 2 - Présentation d'une bibliothèque de mots
- 3 - Visionnage d'une bibliothèque de mots
. Sujet d'environ 10 minutes
- 4 - Présentation des éléments sémantiques
- 5 - Evaluation des termes et des questionnements présentés

■ Intervenants :

Gaëtan Bourdin LBA et Santiago Montero

Sud : 03/10/16 Nord : 17/10/16 Ouest : 24/10/16

Temps : 3h

6 Journée d'action formation

Cette journée inter-régionale se déclinera en 2 temps forts.
En attente d'éléments.

- Pilotée par RésOvilles et le CID

Janvier 2017 - Date à choisir



direction@cid-nantes.org

02 40 47 88 36

«Ateliers et chantiers de Nantes»
2 bis Boulevard Léon Bureau
44200 NANTES

- Partenaires -



www.cid-nantes.org